L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PARAISSANT QUOTIDIENNEMENT, excepté les Dimanches et Fêtes. — 12 numéros pour 5 piastres. — 52 numéros pour 20 piastres. — 312 numéros pour 1 PIASTRE PAR SEMAINE. | payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 4 FEVRIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

HENRY CLAY.

Nous avons encore été moins heureux hier que la veille, nous n'avons pas eu de malle du Nord pour faire attendre patiemment celle d'Europe. Nous commençons presque à désespérer de ces dernières.

DES DROITS DE QUAYAGE.

L'intérêt qui s'attache à cette question et le désir exprimé par un grand nombre de nos lecteurs, nous engagent à reproduire en français deux excellentes communications qu'ont paru récemment dans notre partie anglaise, sous la signature d'*Investigator*.

I.

C'est avec un vif regret que l'on voit dans la Législature un parti si puissant, se prononcer en faveur de l'abrogation de cette taxe et vouloir enlever à nos municipalités le pouvoir de l'imposer et de la percevoir. Il ne faut pas perdre de vue que les revenus municipaux ont toujours été, et sont encore, en grande partie, ce qu'ils devraient être, c'est-à-dire, proportionnés à la valeur de la propriété immobilière, et que par conséquent, ceux qui ont le plus à protéger, sont ceux qui paient le plus. Mais, ce qui est encore plus important à considérer, c'est que cette taxe est presque la seule qui ne soit pas onéreuse au commerce, et qu'elle ne gêne en rien les opérations de ce dernier. Elle est payée par ceux qui ont des propriétés à protéger, et qui, par conséquent, doivent contribuer à leur conservation